

La sociologie algérienne contemporaine**Naissance, évolution et tendances actuelles****السوسيولوجيا الجزائرية المعاصرة: النشأة والتطور والاتجاهات
الراهنة**

Hacène Merani

Université Badji-Mokhtar Annaba

meranihacene@yahoo.fr

Date d'envoi:	Date d'acceptation:	Date de parution:
04/09/2025	20/11/2025	31/12/2025

Résumé :

Dans cette étude nous avons tenté, dans un premier temps, de rendre compte des conditions d'apparition de la sociologie algérienne contemporaine, d'en retracer brièvement l'évolution et d'en cerner surtout les principaux traits caractéristiques. Dans une seconde étape, nous avons essayé de donner des éléments d'explication de la situation de ce type de savoir en Algérie, en tant que fait social « total ».

Mots-clés : La sociologie algérienne ; naissance ; évolution ; traits caractéristiques.

Introduction

La sociologie algérienne contemporaine est passée, depuis son apparition, durant l'époque coloniale, par plusieurs étapes. Comme pour toute forme de savoir et comme tout fait de société, cette discipline a été marquée par les conditions qui ont encadré et structuré son existence et son activité. Qu'elles sont justement ces étapes ? Quels sont les traits caractéristiques de son évolution ? Quelles sont ses tendances à l'heure actuelle ? Comment peut-on comprendre cette évolution et ces traits qui l'ont caractérisée ? C'est à ces

quelques questions, que nous croyons importantes, pour connaître où en est cette science sociale en Algérie, que nous avons consacré le présent travail dont le contenu se subdivise en deux parties essentielles.

Dans la première partie, nous tenterons de retracer brièvement les conditions qui ont marqué la naissance de cette sociologie algérienne et son évolution. Nous y essayerons aussi de cerner les traits principaux traits qui l'ont caractérisée selon chacune de ses étapes. Dans la seconde, nous proposerons quelques éléments de réponse à la dernière question soulevée ci-haut. Celle qui vise la compréhension de la nature des principaux traits qui l'ont caractérisée. Éléments qui nous permettrons, du moins nous l'espérons, de comprendre la situation qui était et qui est celle de cette discipline en Algérie tout au long de son histoire.

1. Apparition et évolution

Comme le disait Mohamed Madoui, on ne peut saisir l'état de la sociologie en Algérie « sans faire le détour par les conditions historiques de production tant du savoir sociologique que des générations de sociologues. »(Madoui, 2007,p149) Et c'est pour cette raison que nous avons choisi, en ce qui nous concerne, afin de donner une idée sur l'apparition, l'évolution et les tendances du savoir sociologique contemporain en Algérie, de commencer par y retracer brièvement les principales étapes par lesquelles est passée cette forme du savoir depuis son apparition.

Ainsi, si l'on résume, on peut d'abord dire qu'en Algérie, la sociologie, en tant que discipline moderne, a fait ses premiers débuts durant la période coloniale. Plus précisément, c'était durant l'année 1958 à l'université d'Alger, unique université du pays à cette époque. Depuis lors, la sociologie en Algérie est passée par plusieurs étapes. Nous estimons, pour notre part, que

cette discipline a connu, depuis l'indépendance du pays en 1962, quatre grandes périodes que nous allons exposer ci-après. Toutefois, commençons par dire quelques mots sur ses premières apparitions durant l'époque coloniale.

1.1. Les débuts : une sociologie plutôt coloniale :

Si l'on croit Kamel Chachoua, « le terme de sociologie en Algérie est apparu dès l'affirmation officielle de l'école durkheimienne en France. » En effet, et selon cet auteur, c'est en 1884, qu'un certain M. Sabatier donnait à Alger un cours « de sociologie indigène ». Puis, « tout au long du XX^{ème} siècle on parlera de « sociologie musulmane » ou de « sociologie berbère ». Toutefois, remarque-t-il, la sociologie ne s'est installée en tant que discipline régulièrement enseignée à l'université d'Alger qu'à la fin des années 1920 quand René Maunier, « disciple de M. Mauss » fut chargé de l'enseignement à la faculté de droit d'Alger d'un cours intitulé « Économie et sociologie algérienne ». En 1956, ajoute Chachoua, J. Berque avait lui aussi intitulé un de ses articles, publié dans la revue des annales : « cent vingt cinq ans de sociologie maghrébine ». En tout cas, on savait qu'il existait déjà à l'université d'Alger un certificat de « morale et sociologie » dans le cadre de la licence de philosophie. Mais c'est vers la fin des années 1950 que « la licence en lettres et sciences humaine comprenait après la propédeutique, quatre « certificats » : sociologie, psychologie sociale, économie politique, démographie et ethnographie de l'Afrique du nord ». (Chachoua, 2021)

Toutefois, Mohamed Madoui rappelle, de son côté, que jusqu'à la fin de la décennie 1950 et début des années 1960, « tout ce qui se rapportait à l'étude du monde arabe et de l'Algérie en particulier était dominé par ce qu'on appelait alors la tradition orientaliste. » Ainsi, précisa-t-il, la sociologie

proprement dite « prenait pour objet d'étude les sociétés occidentales, l'ethnologie étant réservée aux peuples dits primitifs et l'orientalisme aux peuples de langues et de religions non européennes. » Pour cela, les travaux de Bourdieu sur l'Algérie se trouvaient dans une position assez « bizarre », selon les propres termes de ce dernier, « à mi-chemin pour ainsi dire entre orientalisme et ethnologie. (Madoui M. , 2007,p 149) Et « Pierre Bourdieu a lui-même reconnu l'influence qu'avaient exercée sur son expérience de jeune ethnologue-sociologue¹ les œuvres de l'orientaliste Jacques Berque ou encore les travaux ethnographiques de Germaine Tillion ». Ces influences se ressentaient surtout dans ses premiers travaux réalisés à la fin des années 1950. Cela semble prendre surtout forme dans son premier ouvrage intitulé « Sociologie de l'Algérie » publié durant l'année 1958 avant de prendre « ses distances par rapport à la sociologie coloniale » et éditer, en 1963, « dans une perspective de sociologie économique », sous le titre de « Travail et travailleurs en Algérie », son analyse des liens entre les structures économiques et les structures culturelles au sein d'une société algérienne qui opérait un passage laborieux et forcé d'une économie traditionnelle, paysanne, à une économie capitaliste moderne. (Madoui M. , 2007 ,p150) Même si cela été fait, il faut le préciser, dans le cadre d'une économie dépendante et « périphérique ».

¹ D'ailleurs, pour Lahouari Addi, ce « paradigme anthropologique kabyle » a eu des conséquences très importantes sur les ultérieurs travaux de Pierre Bourdieu. Cf. L. Addi, Sociologie et anthropologie chez Pierre Bourdieu. Le paradigme anthropologique kabyle et ses conséquences théoriques, Paris, La Découverte, 2002.

1.2. 1962 à 1971 : vers la première « réforme »

Cette période, qui couvre un peu moins d'une dizaine d'années qui ont suivi l'indépendance du pays en 1962, s'étend jusqu'à l'année 1971. Année qui a connu l'application d'une réforme de l'enseignement supérieur décidée par les pouvoirs publics algériens. Durant ces années, et comme le rappelait Ali El Kenz, les sociologues qui activaient dans le pays étaient soit français soit algériens francophones, avec Bourdieu, qui avait fondé l'Association algérienne de recherches en démographie, économie et sociologie (AARDES) et qui, à son départ, avait laissé quelques chercheurs qui se sont formés à ses côtés, dont Abdelmalek Sayad. Ainsi, dit El Kenz, « À l'université d'Alger, il y avait alors une section de sociologie dirigée par Émile Sicard », dont l'enseignement semblait « très académique ne débouchant qu'épisodiquement sur des activités de recherche. » Entre temps, respectivement en 1967 et 1971, de nouvelles sections de sociologie s'étaient ouvertes dans les universités d'Oran et de Constantine. (Kenz, 1998,p128)

A. Rouadjia nota à ce propos qu'il y avait bien eu durant ces premières années de l'indépendance des cours de sociologie de haut niveau « qui étaient dispensés par des sociologues français de renom ». On peut citer, en plus de Bourdieu et Émile Sicard, Georges Labica, et aussi des politologues comme Jean Leca et Jean-Claude Vatin. Émile Sicard, qui, selon le témoignage de Rachid Sidi Boumedine, se référait dans ses cours à Auguste Comte et Gabriel Tarde, et considérait Émile Durkheim comme un « avant – gardiste ». Alors que « ses assistants faisaient référence à Margaret Mead, Jean Fourastié, Claude Lévi-Strauss, Alain Touraine, autant que faire se pouvait. »

Rouadjia rappelait que la plupart des enseignants français venaient au pays dans le cadre de la coopération dite « technique ». Ils étaient soit marqués idéologiquement à « gauche », soit des humanistes d'obédience chrétienne, également de « gauche ». Parmi les plus célèbres, dont nous n'avons pas encore cité les noms, il y avait Maxime Rodinson, Pierre Georges, Alfred Sauvy, Georges Balandier, Jean Chesneaux, etc. (Rouadjia, 2020,p112)

Cette période va donc prendre fin avec le début des années 1970 quand les autorités algériennes avaient décidé de « réformer » l'enseignement supérieur. Cette réforme, décrétée en 1971, se présentait comme une rupture d'avec l'enseignement colonial, dont l'ethnologie, avait été considérée comme la création. Cela s'était tout simplement traduit par « la suppression du « certificat d'ethnologie » institué naguère par l'ancienne faculté de lettres et sciences humaines de l'université d'Alger. (Rouadjia, Sociologie sans sociologues , 2017)

1.3. 1971-1980 : l'arabisation intégrale

Comme le rappelait déjà El Kenz, avant la réforme de 1971 donc, la licence de philosophie comportait un certificat obligatoire de « morale et sociologie ». Et les philosophes qu'ils étaient, avaient « commencé par faire de la sociologie par obligation. »(Kenz, 1998,p130) Cela s'est passé juste avec l'application des dispositions de la réforme et a continué, sous une autre forme, avec l'arabisation décidée en 1980. Réforme qui a vu supprimer l'enseignement de l'ethnologie, soupçonnée d'avoir tout simplement été « une séquelle » de la colonisation dont les analyses alimentaient « les particularismes locaux. » À sa place, nota A. Rouadjia, fut érigé un enseignement de sociologie intitulé « sociologie culturelle », centré sur les questions de personnalité nationale et d'identité. » Selon ce dernier, « Cette

filière a été immédiatement captive de ceux qu'on a appelés les baathistes et de ceux qu'on nommera plus tard les islamistes. » Selon cet auteur toujours, la « sociologie a été fragmentée pour lui ôter toute cohérence et la transformer en une collection de modules sans continuité, en réduisant au passage l'interdisciplinarité ». Toutefois, estime-t-il, l'éventuelle « technicisation » ou « professionnalisation » de la sociologie n'était qu'un leurre, car cet enseignement n'avait jamais établi de relation entre le monde du travail ou les études de la ville. Bien au contraire, dit-il, l'Université est allée remplir sa mission principale, à savoir, « se reproduire sans concurrencer le discours officiel, légitime, dominant. » (Rouadjia, Sociologie sans sociologues, 2017)

Pour beaucoup d'auteurs force est de constater que cette période a fini par le début d'une grande régression de la sociologie. Ainsi, et après le départ de ces « pionniers » ou « premiers promoteurs » de la sociologie de l'Algérie indépendante, qu'ils soient français ou algériens, le niveau de production sociologique a connu une chute importante. Même si les enseignants et chercheurs algériens qui avaient été initiés aux différentes sciences sociales par les premiers coopérants français, ont essayé, vers la fin des années quatre-vingt, de remplir tant bien que mal leur mission. Tout semblait faire croire que la sociologie, dans sa forme critique, ne pouvait se faire une place « dans un contexte politique caractérisé par l'atmosphère du socialisme « spécifique » qui ne s'accommodait guère avec la science « bourgeoise ». (Rouadjia, les sciences sociales et humaines et les graves déficits dont elles souffrent, 2020)

Durant cette période donc la « sociologie » pratiquée a coïncidé, comme nous le rappelle encore une fois El Kenz, avec le lancement des « grandes

opérations de la révolution agraire et de la création d'un grand secteur public industriel», où elle sera alors fortement appelée à accompagner comme « expertise » ces actions, mais aussi à leur donner « un sens » et « une légitimité. » Même si, fait quand-même remarquer El Kenz, « cette période a donné un répit à la sociologie en langue française », et ce, jusqu'à la fin des années soixante-dix où elle va entrer, à son tour, dans le processus d'arabisation. » (Kenz, 1998, p131) C'est une période où, précise à son tour B. Mezouar, les sciences sociales « étaient à l'écoute du politique », se sont « livrées à une réflexion sans fin sur les questions économiques » et où « Beaucoup de chercheurs se sont focalisés sur l'identification et la qualification du mode (le) de développement de l'Algérie ». Même si, souligne Mezouar, certains autres sociologues, certes moins nombreux, et « sans doute plus audacieux », se sont penché sur l'étude du politique et la « nature » du pouvoir en place. (Mezouar, 2012, p27-38)

1.4. 1980 à 1989 : déclin de la sociologie « développementaliste »

Cette période commence donc par l'arabisation des sciences sociales. Se souvenant du climat qui régnait alors dans le monde sociologique universitaire du pays, Ali El Kenz le résumait comme suit. Il commença par noter que vu le nombre restreint des enseignants par rapport à celui, de plus en plus important, des étudiants inscrits dans les départements de sociologie, un recrutement était devenu nécessaire. Et c'est là, se rappela-t-il, que les choses avaient commencé à changer. En effet, en recrutant de nouveaux enseignants, le « profil type » de l'enseignant de sociologie n'est plus devenu le même. D'un enseignant francophone, formé, généralement, dans l'université française, on est passé à un autre, arabisé et formé dans certains pays arabes, dont l'Égypte et l'Arabie Saoudite. (Kenz, 1998, p132)

Nouveaux enseignants dont les méthodes, de type anglo-saxon, étaient différentes de celles suivies par leurs prédécesseurs. Le plus important, « c'est qu'il y a eu, quant aux problématiques, un déséquilibre en faveur de recherches liées à l'identité, au culturel et, de proche en proche, au religieux. » Non pas le religieux, précise El Kenz, « comme objet, mais comme fondation d'une nouvelle science sociale. » (Kenz, 1998) Ayant des relations avec les éléments les plus « conservateurs », ils n'étaient pas, dit-il, « de simples arabophones mais des militants, au départ plus ou moins islamisants, mais ayant durci progressivement leur profil avec la montée du mouvement islamiste. » (Kenz, 1998) Ainsi, aux caractéristiques de la sociologie, de plus en plus rare, des premières années de l'indépendance, se sont ajoutées celles de la lutte entre les « francophones –modernisants », de plus en plus minoritaires, d'une part, et les « arabisants-islamisés », de plus en plus majoritaires, de l'autre.

Grosso modo, il y avait, d'une part, « un grand courant de gauche », plutôt francophone, ayant en son sein toutes les branches connues : marxiste, maoïste, althussérienne, avec « quelques bourdieusiens », qui étaient tous disposés à « revaloriser les apports endogènes : Ibn Khaldoun comme fondateur de la sociologie et Mostafa Lâcheraf, dont l'ouvrage *L'Algérie, nation et société* était dans toutes les références, avec Fanon bien sûr ; mais aussi Samir Amin et les théoriciens d'Amérique latine. » Et, d'autre part, un courant, plutôt arabophone, dont les éléments étaient généralement formés au Moyen-Orient ou dans des pays anglo-saxons. Ainsi, « Les rapports entre ces deux groupes étaient assez difficiles au départ et ils le sont restés. » Et si, les sociologues du premier groupe étaient « plus centrés sur le monde du travail » et « des relations socio-économiques », ceux du second, étaient plus

préoccupés par « les questions identitaires » et « la sociologie culturelle ».
(Kenz, 1998,p130)

1. 5. De 1989 à nos jours : l'apparition d'une sociologie « inefficace » de l'efficacité

On peut dire que la situation est restée telle qu'elle a été décrite ci-haut jusqu'à la crise du mode de développement adopté jusque-là par le pays et les changements provoqués par les événements d'octobre 1988. Avec la légalisation du pluralisme politique et syndical, l'abandon du socialisme comme « choix irréversible », l'adoption d'une économie dite de « marché » sur les ruines d'un secteur public économique moribond et l'aggravation de la crise politico-sécuritaire, durant les années 1990, avec ses répercussions dramatiques sur tous les secteurs d'activité dont l'enseignement supérieur, le statut et l'état de la sociologie se sont encore détériorés. Durant ces années, et jusqu'à aujourd'hui, malgré l'amélioration de la situation sécuritaire et, même, politique et économique, force est de constater, avec beaucoup d'auteurs, qu'il est largement devenu possible de devenir sociologue en procédant à « un petit tour » dans un quartier populaire, ou à un stage de quelques semaines, voire même de quelques jours, dans une entreprise, une école ou un service administratif. Avec l'arrivée de l'internet et encore plus de la fameuse « Intelligence artificielle », une bonne partie, pour ne pas dire la majorité, des étudiants et même des chercheurs se déchargent, comme le dit A. Rouadjia, non seulement des travaux sérieux de terrain, de la lecture approfondie des œuvres sociologiques majeures ainsi que des « motivations désintéressées pour le savoir, mais encore, ils renoncent volontairement à tout esprit critique. »(Rouadjia, 2020) Avec l'insistance, plus ou moins claire, selon les conjonctures, des pouvoirs publics sur l'importance de tel ou tel

domaine ou telle ou telle idée, une « sociologie » de « service », s'éloignant de plus en plus de l'objet du savoir sociologique critique, a fait son apparition où la recherche de l'« efficacité » des diverses activités, économique, administrative et autres a constitué la ligne directrice des efforts déployés par les jeunes chercheurs et même par une partie, de plus en plus importante, du corps enseignant lui-même.

1.6. Principaux traits caractéristiques de la sociologie algérienne

Après ce bref détour par l'histoire du savoir sociologique qu'a connu l'Algérie avant et après l'indépendance du pays, comment peut-on résumer cette évolution et quelles sont les principales remarques que l'on peut en déduire ?

La première observation qui s'impose à cet égard est bien celle qui se rapporte à la naissance de cette discipline. En effet, la sociologie est donc apparue, pour le cas de l'Algérie, durant l'époque coloniale. C'est vers le milieu des années 1950 qu'elle commence à prendre sa place comme discipline d'enseignement et de recherche universitaires. Et c'est par le biais d'un certain Pierre Bourdieu que cela s'est concrétisé. Avant cette date, le savoir se rapportant à la société algérienne prenait la forme d'une anthropologie plus ou moins coloniale que les autorités algériennes ont commencé à dénoncer dès les premières années de l'indépendance. Deux noms ont marqué cette période « orientaliste » et « anthropologique » plus que les autres : Jacques Berque et Germaine Tillon. Bourdieu, quant à lui, après avoir été influencé par les courants orientaliste et anthropologique, qui a marqué son premier travail sur la société algérienne publié en 1958 sous le titre de « Sociologie de l'Algérie »², s'oriente vers une posture plus

² Sociologie de l'Algérie, Paris, PUF, Collection « Que-sais-je ? », 1958.

sociologique avec son enquête sur le travail en Algérie, publié en 1963³, et son étude sur les paysans Algériens publié en 1964⁴ en compagnie de son collaborateur algérien Abdelmalek Sayad.

Viennent ensuite les années 1960, premières années de l'indépendance du pays. Cette période a été d'abord marquée par la continuité de la sociologie inaugurée par les travaux de Bourdieu et plusieurs autres sociologues français. Une sociologie plutôt de gauche et « tiers-mondiste », principalement francophone, à laquelle les premiers sociologues algériens, formés durant les années 1960, avaient largement participé. Une sociologie que les pouvoirs publics, avec la réforme de 1971 et surtout le congrès international de sociologie organisé à Alger en 1974, ont commencé à orienter vers les problèmes de développement.

C'est un savoir sociologique qui était très marquée, tel que nous le rappelle Lahouari Addi, « par des problématiques de la reconstruction nationale » et dont les thèmes ont été « en articulation avec le discours du mouvement national et les nécessités idéologiques de la décolonisation. » Un savoir où « les pouvoirs en place y ont puisé des éléments de légitimation, la caution de l'autorité scientifique ou universitaire ». Dans cette Algérie, continue à juste titre Addi, « marquée par le caractère néo-patrimonial de l'État », la sociologie a progressivement été marginalisée et dévalorisée, consciemment ou non, par le Pouvoir, cherchant à promouvoir et à encourager une sociologie militante, apologétique, produite par des « sociologues-fonctionnaires », qui « puisait tantôt dans le marxisme vulgaire afin d'accréditer l'image révolutionnaire du régime, tantôt dans l'héritage idéologique précolonial

³ In. Travail et travailleurs en Algérie, Paris-La Haye, Mouton, 1963.

⁴ Le Déracinement, Paris, Les éditions de minuit, 1964.

pour attester son authenticité». (Addi, 1991,p221-227) Dès lors, pense de son côté M. Madoui, cette « sociologie va voir son développement marqué par une double instrumentation. Elle sera tantôt requise pour être la courroie de transmission du discours politique du moment, tantôt pour légitimer les orientations socio-économiques du pouvoir ». Où, le « marxisme », teinté d'une forte idéologie « tiers-mondiste », était très présent » et où « Le discours dominant délégitime ainsi toute forme de pensée autonome. »(Madoui M. , 2007,p150-152)

Ainsi pour les années 1960 et surtout 1970. Qu'en est-il pour les années 1980 et notamment les années 1990 et après ? En fait, si l'autonomie de la sociologie par rapport aux politiques officielles n'a pas connu un changement, l'orientation, elle, a plutôt évolué, après l'échec du mode de développement basé sur les entreprises publiques, l'adoption des mesures de la restructuration économique et l'encouragement du secteur privé. Ainsi, « Si les années quatre-vingt se limitent à la restructuration du secteur public et à la réhabilitation « à demi-mot » du secteur privé, souligne encore Madoui, « Dans cette phase de transition vers l'économie de marché, la sociologie est à nouveau appelée à la rescousse, non pas pour faire le bilan de l'échec du modèle « développementiste » et en tirer les leçons, mais pour relayer le nouveau discours étatique sur la promotion du secteur privé et la restructuration-privatisation des entreprises publiques. »(Madoui M. , 2007) C'est dans ces conditions, qu'une sociologie « ultra-serviable » cherchant à montrer les voies de l'efficacité dans les divers domaines d'activité à laquelle nous avons fait allusion précédemment. Une sociologie qui s'est éloignée encore davantage de son propre objet sans pour autant atteindre le niveau des disciplines qu'elle tendait, consciemment ou inconsciemment, à

remplacer, comme le management, l'économie, la pédagogie, et même, parfois, la médecine.

La situation de la sociologie semble actuellement bel et bien celle qu'a décrite Riad Toumi, « marquée par une forte inscription universitaire, mais, aussi étrange que cela puisse paraître, elle reste une discipline d'arrière plan », qui a même tendance à être « un véritable « dépotoir » pour les autres spécialités », où « la majorité des étudiants inscrits sont d'un niveau médiocre ». Et c'est à ce titre que nous pouvons constater avec lui « que la majorité des recherches, études, thèses et mémoires finissent sur les étagères des bibliothèques universitaires ou au bas fond des tiroirs » « malgré la pertinence et la clarté d'analyse d'un bon niveau » de travaux proposés par « d'imminents sociologues algériens ». Bref, c'est une situation où « La sociologie en tant que spécialité et en tant que « métier » apparaît comme « inexistante » ou « inutile », mise « à l'écart par ignorance ou par arrogance » (Toumi, 2007, p79-80).

2. Y a-t-il une explication ?

Après avoir tenté, très brièvement, de rappeler les conditions qui ont vu naître et évoluer le savoir sociologique algérien contemporain, les principales étapes qui ont marqué cette évolution ainsi que les principaux traits qui l'ont caractérisé durant chacune de ces étapes, nous pouvons à présent poser la question suivante : si cela était et est la situation de ce savoir, comment peut-on en rendre compte ? Autrement dit, comment peut-on expliquer cette situation en la prenant comme étant un phénomène social total au sens que donnait Marcel Mauss à cette notion ? Ou, ce qui nous semble dire, partiellement au moins, la même chose, comment peut-on expliquer ce « fait social » par le social, tel que le préconisait Durkheim et tel que l'exige en

principe la nature de la connaissance sociologique au-delà bien sûr des divergences qui caractérisent cette connaissance et ses différentes écoles ?

La tâche est bien sûr loin d'être aisée. Toutefois, pour tenter d'apporter quelques éléments de réponse à cette importante question, nous allons adopter la démarche suivante. D'abord, et partant de la conviction que tout savoir et notamment le savoir sociologique est une affaire de société et de cadres sociaux, car, et comme le rappelle Francis Farrugia, « La sociologie est aussi une production sociale déterminée » (Farrugia, 2012, p179), nous allons brièvement rappeler comment la double naissance de ce savoir, celle qu'a vue le monde arabo-musulman, par le biais d'Ibn Khaldûn, et celle qu'a vécue le monde occidental, par le biais d'un groupe de penseurs, dont Comte et Marx étaient parmi les principaux, nous apprend cette vérité. Ensuite, nous allons rappeler quelques conceptions dont les auteurs ont tenté, soit de montrer comment la nature du savoir et son statut sont liés aux types des sociétés elles-mêmes, soit d'expliquer, justement, comment les sociétés changent de type. Ainsi, avons-nous pris comme exemple pour les premières conceptions la typologie de Georges Gurvitch et, pour les secondes, la conception proposée par Alain Touraine. Nous terminerons par montrer comment ces conceptions pourraient nous aider à comprendre la situation de la sociologie algérienne telle que décrite dans la première partie de notre présent travail.

2.1. Leçon de la double naissance de la sociologie : pourquoi deux sorts différents ?

En effet, et comme le rappelait un des auteurs qui se sont penché sur la question (Chaddadi, s.d.) la philosophie socio-politique qu'Ibn Khaldûn, « a ébauchée dans la Muqaddima n'a pas d'équivalent dans la culture islamique, ni avant lui ni après lui. » Et cette réalisation est d'autant plus importante, géniale et même, d'une certaine façon, étonnante, qu'Ibn Khaldûn vivait dans un monde où l'explication scientifique des événements historiques était pour le moins inconnue. Mais, justement, la plus grande leçon à retenir ici, quant à la sociologie comme type de savoir, est celle liée à la continuité et le statut de ce type de connaissance dans la société d'Ibn Khaldûn. En effet, si le génie de cet historien est une certitude, la question qui se pose, et qui est relativement absente dans les travaux sur cet érudit, est la suivante : pourquoi la sociologie khaldounienne n'a pas connu l'évolution qui aurait dû être la sienne ? Autrement dit, pourquoi elle n'a jamais été adoptée, développée et diffusée par ses contemporains, ou par des éventuels successeurs, dans le Maghreb et dans le reste du monde arabo-musulman de l'époque ou ceux d'après ?

Cette question est, de notre point de vue, d'autant plus légitime que le destin réservée à la pensée d'Ibn Khaldûn a été tout à fait le contraire de celui qu'avait connu la sociologie occidentale moderne, dont la naissance était survenue, presque cinq siècles après celle du penseur maghrébin. En effet, si la « sociologie » d'Ibn Khaldoun est passée du cerveau de son auteur aux rayons de quelques bibliothèques du Caire ou d'Istanbul, notamment, pour n'être découverte que plusieurs siècles après, (Lacheraf, 1917 ,p148) celle qui a vu le jour, ou pris définitivement forme, au milieu du 19^e siècle en

Europe, par le biais d'un ensemble de penseur dont Auguste Comte, a connu un sort incroyablement différent. Ainsi, si celle d'Ibn Khaldûn n'a pas connu le développement qui aurait dû être le sien, tel que nous l'avons déjà noté, la sociologie occidentale, elle, n'a cessé d'évoluer pour devenir un des savoirs incontournables et même d'occuper un statut certes, différent selon les pays et les régions, mais, tout de même, partout important.

Plus que cela, il y a lieu de noter, et il est important pour le sujet que nous traitons, si Ibn Khaldûn n'a connu ni des prédécesseurs, ni des successeurs* cela est loin d'être le cas soit pour Auguste Comte qui, comme le note Norbert Elias, n'a fait que continuer à travailler à « ce que d'autres avant lui avaient édifié. » Car, continue Elias, il serait difficile de séparer ce que Comte doit « à Turgot, à Saint-Simon ou à d'autres », même s'il a « éclairé beaucoup d'entre eux d'un jour nouveau. » (Elias, 1991,p34) Soit pour Marx, qui a eu lui-aussi des prédécesseurs, comme Hegel, Saint-Simon, Ricardo et autres. Ainsi, Comte n'a fait en fait, à l'instar de plusieurs penseurs de son siècle, dont Marx, que prendre « conscience de ce problème fondamental, en partant de la question brûlante que posaient aux élites intellectuelles le cours de l'évolution sociale même, et la place respective de la classe ouvrière et de la classe bourgeoise montante au sein de cette évolution » (Elias, 1991,p38).

Le comble, fait remarquer à juste titre Abdesselam Cheddadi, est que même aujourd'hui, « Les Musulmans »*, « demeurent encore très largement dans le

* Certes, on peut noter que plusieurs penseurs arabes, comme Al Makrizi (1364-1442), étaient, soit ses prédécesseurs, soit ses contemporains, mais il faut noter que, dans le domaine de la pensée sociale, aucun de ces noms n'avait son envergure ni même capable de porter son héritage. D'ailleurs, lui-même a fini ses jours en Égypte en exerçant la fonction de juge et non de sociologue ou même historien dans un des établissements du savoir de l'époque

* Nous dirions plutôt les Arabo-Musulmans.

même monde que celui d'Ibn Khaldûn et ne sont pas près de l'abandonner»(Chaddadi, s.d.). Monde où la sociologie est largement marginalisée et même méprisée, car elle demeure largement « inutile ». Mais ce qu'il faut savoir, et il est important encore une fois de le souligner, c'est que cette situation est loin d'être le résultat d'une mauvaise foi des uns ou des autres, quelles que soient leurs places dans ces sociétés. Cette situation est bel et bien un « fait social total » et doit donc être traitée comme tel. Là, force est de constater avec le même auteur que si les sociétés arabes étaient et sont toujours dans cet état, c'est parce qu'elles n'ont pas vécu les diverses révolutions qu'a connues l'Europe depuis quelques siècles et restent encore coincées dans le même monde dans lequel avait vécu l'auteur de la Mukâdima. (Chaddadi, s.d.) Des sociétés où, note Mostefa Lacheraf, « Dans le contexte du développement des mouvements de libération nationale et de l'établissement des États indépendants », Ibn Khaldûn était devenu « littéralement à la mode »(Lacheraf, 1917,p147), mais qui, après l'avoir redécouvert « de manière enthousiaste », l'ont oublié « dans le moment même où » elles l'avaient célébré. La cause en est que, souligne à très juste titre Lacheraf, l'héritage du « projet de constitution d'une science nouvelle » ne s'inscrivait pas, dans le cas des sociétés arabes, « dans un développement social et culturel mais dans un contexte de décadence de la civilisation islamique et particulièrement maghrébine. »(Lacheraf, 1917,p148)

Ainsi, la plus importante leçon à retenir de tout cela est que si la sociologie khaldounienne, n'a pas connu le sort de celle de la sociologie occidentale, c'est parce que la société arabe de cette époque n'a pas vécu les changements structurels qu'avait connus son homologue ouest-européenne, notamment ceux du 19^e siècle. Car, cette discipline ne peut apparaître,

comme le souligne Touraine, que « quand une société découvre : qu'elle est finie et qu'elle ne participe pas à un ordre méta-social », qu'elle « peut donc être expliquée comme un système » et surtout quand elle se rend compte « que l'être de la société est son action, sa capacité de produire des orientations de sa propre pratique, que son avenir n'est que le résultat des décisions du présent ». (A. Touraine,p90)

Donc, et comme le rappelle Patrick Champagne, si le projet d'étudier scientifiquement la société n'apparaît qu'au 19^e siècle et se développe et occupe la place qui est la sienne aujourd'hui, ce n'est pas par hasard. Cela s'est produit dans une société où « La révolution industrielle et le développement du capitalisme, en bouleversant profondément les structures sociales, ont suscité les interrogations sur la société. » Où « La division croissante du travail a fait surgir de nouvelles classes sociales », « tandis que d'autres, comme la paysannerie et l'aristocratie, tendaient à disparaître progressivement. » C'est-à-dire, dans des sociétés qui « n'apparaissent plus comme immuables et d'essence divine, mais comme autant de la création de l'homme. »(Champagne ,p6) Et si cela n'a pas été le cas dans la société d'Ibn Khaldûn et continue de l'être dans la majorité écrasante des sociétés arabes d'aujourd'hui, cela est dû justement à l'absence de ces changements dans ce type de société, dont la société algérienne est un exemple. Où, même si la sociologie a fait son apparition depuis des dizaines d'années, par voie d'imitation ou d'importation, cela n'a pas d'importance et ne peut changer pour autant le statut de cette discipline. Car, les sciences sociales, comme le note à très bon escient, Lahouari Addi, « ne peuvent être importées de manière mécanique », parce qu'elles « ne sont pas des valeurs d'usage satisfaisant des besoins physiologiques universels. » Leur apparition n'a été

« possible qu'au travers de mutations socio-psychologiques et culturelles favorisées par la formation d'une société civile arc-boutée sur le travail et la propriété privée, de plus en plus indépendante du Pouvoir quant à la production de ses moyens d'existence. »(Addi, 1991,221-227) Bref, il y a lieu de bien retenir que l'« interrogation sociologique » n'apparaît et n'atteint sa maturité, comme l'a si bien résumé Jean Duvignaud, « qu'au moment où la vie collective tout entière est perçue comme un organisme vivant possédant ses lois propres » et comme « un libre terrain d'expérience. » Selon cette vision, tout ce passe, précise Duvignaud, comme si les sociétés « industrielles », avaient lancé « à la connaissance un *défi* » et que de ce « défi est sortie la sociologie. »(Duvignaud, 1966,p19)

Si nous résumons ce qui vient d'être dit sur les conditions de naissance et de continuité du savoir sociologique, nous pourrions dire que cela est tout simplement loin d'être une affaire de personnes isolées, aussi clairvoyantes et savantes soient-elles, tel que l'a été Ibn Khaldûn. Cela a été et sera toujours une affaire de société ou, plus précisément, de type de société. Car, et tel que l'a montré Georges Gurvitch, chaque type, selon ses caractéristiques propres, permet ou ne permet pas l'apparition de tel ou tel type de savoir. Et d'accorder à tel ou tel type tel ou tel statut.

2.2. Types de sociétés et types de savoirs selon Georges Gurvitch

En effet, si nous partageons la conception de ce sociologue, nous considérerons que les sociétés humaines ont connu, et peuvent toujours connaître d'ailleurs, plusieurs types et qu'à chacun de ces types correspondent des caractéristiques propres. Pour Gurvitch ces caractéristiques sont au nombre de huit, à savoir: 1) Hiérarchies des groupements; 2) Combinaisons des manifestations de la sociabilité; 3)

Accentuation des paliers en profondeur ; 4) Échelle des modes de division du travail et d'accumulation ; 5) Hiérarchie des réglementations sociales ; 6) Système des Œuvres de civilisation cimentant la Structure globale ; 7) Échelles des Temporalités ; et, 8) La Formule du Déterminisme sociologique Global. (Gurvitch, 1968,p453-457)

Et ce qui nous intéresse dans cette typologie, c'est que pour chacun de ces types de société correspondent des formes particulières de savoirs et une hiérarchie spécifique des connaissances. À partir de huit critères déjà cités, Gurvitch définit six types de sociétés : 1- Les Théologies charismatiques ; 2. Les sociétés dites patriarcales ; 3. Les sociétés féodales ; 4. Les sociétés globales où prédominent des Cités-États devenant empires ; 5. La société globale donnant naissance aux débuts du capitalisme et à l'absolutisme dit éclairé ; et, enfin, 6- La société globale démocratique-libérale correspondant au capitalisme concurrentiel développé.

Donc, si, en s'appuyant sur cette typologie, on voulait connaître les formes de savoirs adoptées et la hiérarchie qui leur est accordée, dans telle ou telle société, il suffirait de définir, au vu des huit critères donnés par Gurvitch, le type de société de celle qui nous intéresse comme la société algérienne contemporaine dans notre présent cas. L'essentiel pour nous donc et que selon cette typologie, c'est dans les deux derniers types cités, seulement, qui sont la « société globale donnant naissance aux débuts du capitalisme et à l'absolutisme dit éclairé » et, surtout, la « société globale démocratique-libérale correspondant au capitalisme concurrentiel développé », auxquels la société algérienne ne semble bien sûr pas tout-à-fait correspondre, que le savoir sociologique était apparu et avait acquis la place qui est la sienne aujourd'hui.

En effet, c'est dans la « société globale démocratico-libérale correspondant au capitalisme concurrentiel développé », soutient Gurvitch, que « Les sciences de l'homme font en même temps leur entrée définitive dans le domaine scientifique. » Où, la sociologie « s'affirme comme science, tout en étant utilisée dans la lutte entre la classe bourgeoise et la classe ouvrière des deux côtés de la barricade. » (Duvignaud, 1966, p500) Ceci n'a pas été réalisé par imitation ou comme par enchantement mais il était dû à un ensemble de facteurs qui ont rendu cette apparition et cette institutionnalisation possibles. En effet, c'est bel et bien dans ce type de société qui est apparu et évolué en Europe et en Amérique, au début du 19^e siècle, estime Gurvitch, à la suite des révolutions américaines et surtout des révolutions françaises (Duvignaud, 1966, p497), ainsi que l'évolution des « organes et des coutumes parlementaires » dans la majorité des pays occidentaux, où de nouveaux phénomènes ont fait leur apparition tels que « la responsabilité et la dépendance du gouvernement à l'égard de la majorité parlementaire », « l'influence considérable d'une pluralité de partis politiques », « la liberté syndicale ouvrière et patronale », « le règne des sociétés anonymes, des trusts et cartels », « la séparation de l'État et de l'Église » (Duvignaud, 1966, p498) etc., que l'avènement sociologique a fait son apparition et s'est affirmé.

Ainsi, si l'apparition de la sociologie, son institutionnalisation et ses formes dépendent étroitement du type de société au sein de laquelle elle se meut, la question logique qui se pose est justement celle qui se rapporte à la manière dont les types de société se déterminent. Autrement dit, comment se façonnent ces types et finissent par permettre ou non aux différentes formes de savoir, dont la sociologie, d'exister et dans quelles conditions ces sciences peuvent exister ? Bien sûr, beaucoup de théorie et écoles ont tenté tant bien

que mal à répondre à cette grande question. Si nous étions par exemple des marxistes, nous aurions pu dire, en simplifiant bien sûr, que la sociologie, comme toutes les autres sciences, est considérée comme faisant partie de la superstructure et si on voulait donc comprendre sa genèse et ses formes, il faudrait voir du côté de l'infrastructure socio-économique. Autrement dit, les techniques de production et les rapports de production, etc. Bref, il s'agirait de déterminer le mode de production dominant à un moment déterminé le l'évolution par lequel passe la société considérée.

Toutefois, et malgré la richesse de la conception marxiste, qui a montré également ses limites quant à rendre compte de la complexité de la vie des sociétés modernes, c'est vers d'autres conceptions que nous nous sommes dirigés pour trouver des éléments de réponse à notre question. Et c'est la conception d'Alain Touraine qui nous a semblé l'une des plus pertinentes à cet égard. C'est une conception dans laquelle il donne au « système d'historicité » une place fondamentale dans la détermination des types de sociétés.

2.3. La conception d'Alain Touraine

En effet, soutient ce sociologue, la société peut être pensée « comme une hiérarchie de systèmes » où le système le plus élevé est celui de l'« historicité ». Qu'entend-t-il par cette notion ? Pour lui, l'historicité c'est la capacité de toute société « de la transformation de soi par soi. » Où la forme de celle-ci « n'est plus saisie comme l'entraînement » « vers un ordre transcendantal, celui de Dieu, du Souverain ou de l'Homme, mais comme une dialectique de l'engagement et du dépassement, de la nature et de la culture. » Bref comme « un système social, défini par le conflit de l'élite dirigeante et des dirigés, de la classe populaire. » (A. Touraine, p79) Où,

« Cette dialectique de l'historicité commande d'autres niveaux de la réalité sociale, qui constituent des systèmes d'une autre nature ». Et qui sont « le système de décision politique » et « le système de fonctionnement organisationnel ». Il faut noter, tel que le souligne Touraine, que ces « systèmes se commandent de haut en bas mais dispose aussi chacun d'une certaine autonomie. » (A. Touraine, p98)

L'historicité est donc « vers quoi la classe supérieure, en tant que dirigeante, entraîne la société. » Où, insiste Touraine, cette classe dirigeante ne doit pas être prise pour la « conscience universelle » de la société, tel que semble le faire croire l'idéologie dominante, mais comme « un groupe particulier qui a des intérêts particuliers, qui est défini par la domination qu'il impose à l'ensemble de la société. » (A. Touraine, p67) Ainsi, peut-on en déduire, le type de société ne change que si tout, au sein de cette société, se renouvelle : « orientations culturelles, système de connaissances, mécanismes d'accumulation, forme d'organisation du travail, principes de hiérarchisation, définition des besoins, acteurs, champ et enjeu des rapports de classes. » (A. Touraine, p84) Et c'est au niveau du système d'historicité que cela se concrétise, celui qui exerce une influence sur les autres systèmes, correspondant aux deux autres niveaux de la vie sociale, à savoir : le système politique et le système organisationnel.

Selon cette conception donc, toute société est douée d'historicité qui se constitue en fait de deux systèmes partiels, qui sont le « système d'action historique, qu'on pourrait définir le plus élémentairement comme système de relations entre un ordre et un mouvement, des orientations et des moyens, des principes d'action culturelle et des principes d'organisation sociale. » Et le « système de classes » qui dominent la société à un moment de

son évolution historique. Ainsi, « Le système d'action historique est l'emprise de l'historicité sur le fonctionnement de la société. De là, ajoute Touraine, ses tensions internes ». « Son premier élément est le modèle culturel, modèle de mouvement auquel est associé un principe de hiérarchisation qui transforme ce mouvement en ordre social. » (A. Touraine, p113) Et si « Le système politique est autonome, parce qu'il est défini par une collectivité politique, par une unité sociale concrète qui ne correspond pas directement à un système d'historicité », il est néanmoins « subordonné à l'historicité, c'est-à-dire à la fois aux limites d'un système d'action historique et à un mode de domination exercé par la classe dirigeante. » (A. Touraine, p118) C'est à partir de là, que nous pourrions dire que si la science dans notre société est ce qu'elle est, si la sociologie, en tant que forme de savoir, est ce qu'elle est, c'est au niveau de l'historicité qu'il faut trouver les premiers éléments d'explication.

1.4. Conséquences sur la compréhension de l'état de la sociologie algérienne

Ainsi, on peut dire que si la sociologie algérienne contemporaine, celle qui a commencé à se former après l'indépendance du pays a fini par prendre les formes que nous avons essayé de cerner dans la première partie de cette étude, c'est que les forces qui forment le « système d'historicité », avec son systèmes d'action historiques, au vu de l'état de développement économique, culturel, social, politique, etc., poussent, consciemment parfois, inconsciemment le plus souvent, vers ces formes et ces tendances selon les époques. Où, les membres du pouvoir, issus de cette historicité et exerçant sous sons contrôle, plus ou moins serré, même de manière relativement autonome, sont saisis et traversés « par une sorte d'indifférence et de mépris

éthique et scientifique à l'encontre des sociologues et de la sociologie». (Chachoua, 2021) Ils paraissent, tel que le dit Rouadjia, profondément convaincus par l'idée que ces sciences dites « molles » sont frappées d'« inanité » croyant qu'elles sont « des disciplines mineures, sorte de « moulins à vent » qui n'apportent rien de bon à la société. »(Rouadjia, , 2017) Amenant, progressivement la sociologie à une situation désignée comme « dramatique » par l'un des premiers sociologues de ce pays, à savoir Ali El Kenz. (Kenz, 2024)

Car, « À partir du moment où l'idéologie dominante s'élabore dans le cadre d'un unanimisme présenté comme donnée de base, estime M. Madoui, la pensée se trouve immergée dans un environnement intellectuel construit sur des évidences et des dogmes. » Où, l'État définit, plus ou moins directement, « non seulement les objets de recherche en fonction de ses attentes et de ses intérêts de l'heure, le plus souvent dans une optique utilitariste, mais contrôle aussi étroitement les lieux de production : universités, instituts, centre de recherches. »(Madoui M,2007,p153) Dans ce contexte, la sociologie ne pourrait, successivement, « être autre chose que de la sociologie du développement », comme le dit Madoui, « domestiquée », comme le pensait R. Bellil, « militante » ou « bureaucratique », comme l'ont désignée beaucoup d'autres auteurs, « apologitique », comme le disait Addi, ou une sociologie d'« efficacité sans efficacité », telle qu'elle semble se présenter de nos jours, en dépit bien sûr des productions sociologiques de haut niveau réalisées par un certains nombre de sociologues à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Productions qui restent, il faut le reconnaître aussi, fortement ignorées et marginalisées.

Et si ce fait est évidemment entretenu, comme le disait déjà R. Bellil, par « Le discours dominant », et donc par la pratique du système politique, qui « délégitime ainsi toute forme de pensée autonome et critique », n'est-il pas aussi légitime de se demander, avec le même auteur, si cela « n'a-t-il pas une origine structurelle dans le passé de la société algérienne, dans le fonctionnement des communautés ? » (Bellil, 1985, p505-532) Autrement dit, dans l'un des éléments essentiels de son « système d'historicité » ? Car, et comme semble le penser L. Addi, si le « système politique » joue un rôle important dans cet état de fait, « Il ne faut, cependant, pas croire que le Pouvoir endiguait une production impétueuse de réflexions en sciences humaines qui ne demandait qu'à s'exprimer. » Et cela pour la simple raison que « Ni la situation culturelle de la société, ni celle de son économie » ne semble favoriser « une production scientifique importante en nombre et en qualité. » Même si le « Pouvoir », comme tout Pouvoir d'ailleurs, s'accommode, plus ou moins bien, plus ou moins consciemment, « de cette aridité intellectuelle », et tend à « décourager toute tendance féconde, tout frémissement annonciateur. » (Addi, 1991)

Conclusion

Dans cette contribution, nous avons tenté de cerner les principaux traits caractéristiques du savoir contemporain qui se veut « sociologique » produit par les sociologues algériens depuis que cette discipline a commencé à prendre forme à partir de l'année 1962, quand le pays a recouvert son indépendance. Sociologues qui ont pris la relève de leurs homologues français, soit ceux qui étaient déjà établis dans le pays comme Pierre Bourdieu, soit ceux qui ont bien voulu s'y installer après son indépendance

dans les universités et centres de recherche dans le cadre de la coopération technique ou par conviction intellectuelle ou politique.

Pour ce faire, nous étions ainsi conduits à retracer brièvement l'histoire de cette discipline en nous efforçant de déterminer ses principales caractéristiques tout au long de ces années et ce, jusqu'à ce jour. En résumé, et en dehors des productions que l'on pourrait considérer comme s'inscrivant dans le cadre de l'objet de la discipline, réalisées par un certains nombre de sociologues français, au début des années 1960, et, de plus en plus, algériens, à partir des années 1970, nous avons conclu que l'essentiel de la « sociologie » algérienne s'est notamment caractérisé par une tendance qui s'éloigne de l'objet de cette discipline dans ses conceptions les plus partagées par la communauté scientifique.

Au contraire, cette « sociologie », dont l'autonomie était et est encore faible, voire inexistante, s'exerçant sous la pression des classes au pouvoir, qui, à leur tour exercent ce pouvoir sous la domination d'un « système d'historicité », au sens que donnait Alain Touraine à ce terme, a toujours été au service de groupes dominants, politiquement, bien sûr, mais aussi culturellement, économiquement, etc. À cet effet, elle a été presque toujours une sociologie au service de forces sociales contribuant, consciemment ou non, à asseoir leur légitimité, au-delà des objectifs, plus ou moins partagés par l'ensemble de la société, qu'ils tiennent à atteindre, selon les époques.

A partir de là, elle a toujours été une sorte de sociologie « militante » au service de ces forces et groupes durant telle ou telle époque. Successivement ou simultanément, elle était, ou voulu être, au service du développement, de la « classe ouvrière », de la religion, de la privatisation, de l'efficacité, etc. S'éloignant de son objectif qui n'est autre que celui de contribuer à la

compréhension de la société, ses structures, son fonctionnement, comme un système complexe de relations entre des groupes, qui s'entraident et qui s'aiment, certes, mais qui, aussi, et dans des proportions beaucoup plus importantes, se disputent les différentes ressources, qui se concurrencent et qui cherchent, consciemment ou non, à se dominer les uns les autres. Même si, rien n'empêche, bien au contraire, l'éventuelle utilisation de ce savoir pour l'amélioration de la situation de la société dans tous les domaines de la vie, où le sociologue, à l'image de ce « héros problématique » (In, 1964,p23) dont parlait Georg Lukács, pour le monde du roman, est condamné, d'une manière ou une autre, à garder ou à lutter pour avoir, une autonomie, plus ou moins large, mais indispensable s'il veut accomplir son rôle et laisser aux autres acteurs de la société, tels les politiques, les gestionnaires, les militaires, les idéologues, les prêcheurs, etc., le soin d'accomplir les leurs. Et si ce sociologue se sent tenu de rendre service à sa patrie, sa religion, sa civilisation, son groupe, etc., qu'il le fasse bien sûr, en tant que militant, c'est, non seulement son droit, mais c'est aussi son devoir le plus légitime. Mais, il doit le faire en tant que « politique » et non en tant que « savant » selon la fameuse distinction faite par Max Weber. Toutefois, s'il tient à le faire en tant que sociologue, il peut le faire aussi, mais, et tel que l'a préconisé sagement Ali El Kenz, c'est « en faisant de la sociologie. » (Kenz, 1998,p137)

Bibliographie :

- Addi, Lahouari, « Peut-il exister une sociologie politique en Algérie ? », <https://pascal-francis.inist.fr>. [Consulté le 23/7/2024].
- Beaud Stéphane, « Regards sur la sociologie en Algérie et dans le monde arabe. Entretien avec Ali El-Kenz. » In: Genèses, 32, 1998. Anthropologie et histoire politique. pp. 127-139.
- Bellil, Rachid, « La domestication du savoir sur la société. Remarques sur la sociologie en Algérie », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Tome XXIV, 1985, pp.505-532.
- Benguerna, Mohamed et Azzedine Lamria, Azzedine, « Sociologie en Algérie : état des lieux », *Sociologies pratiques*, 2014/3 (HS1), pp.219-227.
- Campagne, Patrick, *La sociologie*, Toulouse, Milan éditions, 1997.
- Chachoua, Kamel, « La Sociologie en Algérie : histoire d'une discipline sans histoire ». <https://hal.science/hal-03472960> Submitted on 20 Dec 2021 [Consulté le 24/7/2024].
- Chaddadi, Abdeselem, « Reconnaissances d'Ibn Khaldûn. Entretien avec Abdesselam Cheddadi », <https://esprit.presse.fr/> [Consulté le 15/8/2024].
- Farrugia, Francis, *Sociologies : histoires et théories*, Paris, CNRS éditions, coll. Biblis, 2012.
- Duvignaud, Jean, *Introduction à la sociologie*, Paris, Gallimard, 1966.
- Elias, Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, La Tour-d'Aigues (France), éditions de l'Aube, 1991 (1970).
- El Kenz, Ali, « Les sciences humaines et sociales dans les pays arabes de la Méditerranée ». <https://journals.openedition.org/insaniyat/7621> [Consulté le 12/07/2024].

- Gurvitch, Georges, La vocation actuelle de la sociologie, Paris, PUF, T.1., 1968.
- Lacheraf, Mostefa, in. Mostefa Lacheraf et Abdelakader Djeghloul, Histoire, culture et société, Alger, Anep éditions, 2002.
- Madoui, Mohamed, « Les sciences sociales en Algérie : regards sur les usages de la sociologie », *Sociologies pratiques*, 2007/2, n°15, pp.149-160.
- Mezouar, Belakhdar, « les sciences sociales en Algérie face au changement », *Insaniyat* N°57-58 | 2012 | Algérie 50 ans après l'indépendance (1962-2012) permanences et changements | p.27-38 | [Consulté le 03/07/2024].
- Rouadjia, Ahmed, « Sociologie sans sociologues », *Revue algérienne des lettres*, n° 1, 2e semestre 2017. [<https://journals.temouchent.edu.dz>]
- Rouadjia, Ahmed, «Les sciences sociales et humaines et les graves déficits dont elles souffrent », *Revue algérienne des lettres*, Volume 4, N°3 (2020) pages 102-112.
- Toumi, Riad, « Le métier de sociologue en Algérie », *Revue d'Études et Recherches en Sciences Humaines*, <https://www.researchgate.net/publication>. [Consulté le 12/06/2024].
- Touraine, Alain, Pour la sociologie, Paris, éditions du Seuil, 1974.